

de l'augmentation annuelle de notre population. C'est ce même gouvernement qui a conduit le pays à des restrictions injustifiées des contingents, de la part des États-Unis, sur l'importation de certains produits canadiens tels que le pétrole et les métaux de base.

Je ne suis pas étonné, monsieur l'Orateur, que le 1^{er} avril 1958, le lendemain des dernières élections générales, une société d'extraction de ma circonscription, la *Brunswick Mining and Smelting* ait annoncé sa décision de cesser toute activité immédiatement et ait remis son équipement et son outillage dans l'attente de jours meilleurs.

Sixième élément aisément discernable dans le présent budget, l'échec du gouvernement qui n'a pas su aboutir à un accord avec les gouvernements provinciaux en vue d'une nouvelle répartition bien définie des pouvoirs d'imposition, afin que les gouvernements des provinces et les conseils des municipalités puissent avoir assez de ressources financières pour s'acquitter de responsabilités qui s'accroissent rapidement. Le temps, encore une fois, ne me permettra pas de développer ce sujet ce soir. Me permettra-t-on, cependant, de rappeler les paroles que le présent ministre des Finances, alors député d'Eglinton, prononçait le 28 avril 1954 au sujet du budget. Voici ce passage, page 4460:

Voilà le fond du problème et c'est ce fait qui fait paraître si fragiles les sophismes que nous ont servis le ministre des Finances et d'autres. On peut toujours parler, pour ce qui est des provinces, de droits communs; le ministre des Finances et d'autres peuvent très bien soutenir que les provinces ont toujours autant le droit qu'avant de percevoir l'impôt sur le revenu des particuliers ou sur le revenu des corporations, mais il faut se souvenir de ce que le gouvernement fédéral impose déjà ces domaines au maximum.

Plus loin, il a dit:

On ne pourra modifier cet état de choses que si le gouvernement fédéral et les provinces en viennent à une entente sur ce point et si le Parlement et les assemblées législatives agissent en conséquence.

Il n'y a pas à s'étonner qu'un gouvernement qui n'a pas de lignes de conduite sur lesquelles se guider porte si peu d'attention à un sujet d'une importance aussi capitale. Il est par contre surprenant de voir que le ministre des Finances a si tôt oublié ses déclarations ainsi que celles du premier ministre durant la dernière campagne électorale.

Il ne me reste que quelques minutes. J'ai développé six points pour montrer que le gouvernement avait entièrement échoué pour ce qui est des problèmes existants et j'ai montré l'illogisme et l'absence de principes

directeurs dans la conduite des affaires de l'État.

L'honorable député de Greenwood (M. Macdonnell) est parfaitement au courant, j'en suis sûr, des six points que j'ai signalés ce soir. Pour ce qui est des autres membres du gouvernement je les renvoie au hansard du 12 avril 1954, où ils trouveront ces six points insérés dans la proposition d'amendement que le critique officiel de l'opposition a présentée à l'exposé budgétaire de M. Abbott en 1954.

Vu la teneur de l'exposé budgétaire actuel je ne vois pas comment l'honorable député et les tenants du gouvernement qui siégeaient alors dans l'opposition pourraient s'empêcher d'appuyer la proposition d'amendement présentée cet après-midi par l'honorable député de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson).

Nous avons alors été accusés de ne pas réduire les impôts, alors qu'en réalité le budget apportait une réduction d'impôt de 36 millions de dollars comparativement à un accroissement de 352 millions prévu dans l'exposé budgétaire actuel. Nous avons été accusés de nous refuser à réduire les dépenses inutiles, alors que le chiffre total des prévisions de dépenses comprises dans l'exposé budgétaire de 1954 était de 4,460 millions de dollars, comparativement à un total de 5,660 millions dans le budget actuel, lequel marque un accroissement de 1,220 millions de dollars, oui, je dis bien, une augmentation d'un milliard et quart. On nous a accusés de n'avoir pas réussi à améliorer l'efficacité des services administratifs, alors que, en moins de deux ans, le gouvernement actuel a augmenté l'effectif des services de l'État de plus de 9,000 employés et n'a pu trouver aucun indice de gaspillage et de prodigalités dans aucun des ministères.

On nous a accusés de ne pas tenir compte du problème du chômage alors que nous avions provisoirement 570,000 personnes inscrites au service national de placement pour obtenir des emplois et que, deux mois plus tard, presque tous ces gens étaient placés, grâce au programme du gouvernement d'alors, tandis que nous comptons maintenant plus de 800,000 chômeurs, chiffre qui s'est maintenu à un niveau de 30 à 40 p. 100 plus élevé depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir.

On nous a accusés de négliger de conserver et de recouvrir des marchés pour nos excédents de produits primaires, alors qu'on n'a pas réussi à étendre le commerce et à élaborer le véritable programme en vue de trouver des marchés qu'on nous promettait au cours de la campagne électorale de 1958.

On nous a accusés de n'être pas arrivé à une entente avec les gouvernements provinciaux au sujet d'une réaffectation clairement définie des pouvoirs fiscaux, afin d'assurer aux conseils municipaux les ressources financières